# La Grande Relève

FONDÉ EN 1935

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE

VERS LA DÉMOCRATIE D'UNE ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE

*«Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée»* **V. Hugo.**

**N° 1177 - juillet 2016**

## SOMMAIRE :

**• ACTUALITÉ**

***page 2 Au fil des jours***

***page 3 Ploutocratie***

*Pour* **Bernard Blavette**, *la tragi-comédie* Ploutos, *imaginée il y a plus de 20 siècles parAristophane, annonçait déjà le délitement de nos sociétés "modernes" dominées par une oligarchie politico-financière ; nous n'en sortirons que par la simplicité.*

***page 4 Plus mais moins***

**Jacques Grieu** *joue poétiquement sur les mots pour dénoncer l'absurdité des exigences auxquelles mène la société de consommation.*

***page 6 Le "salaire à vie" serait facile à financer ?***

**Marie-Louise Duboin** *cite un rapport sur l'échec récent des négociations sociales qui montre qu'il est illusoire de croire que le financement du "salaire à vie" dans le système capitaliste est possible parce qu'il "suffirait" de négocier l'augmentation des cotisations sociales.*

***page 10 Le rebelle et le réformateur***

**Patrick Viveret** *témoigne : il évoque, en lui rendant hommage, les convictions, le combat et le courage de Michel Rocard, dont il a été proche pendant près de 50 ans.*

***page 11 Le loup dans la bergerie***

*Pour* Philippe Corcuff, *la gauche doit à Michel Rocard sa "renaissance" dans les années 1960, mais 20 ans plus tard, sa foi dans l'économie de marché l'a désarmée face à la révolution libérale.*

**• RÉFLEXION**

***page 4 La social-démocratie a-t-elle un avenir ?***

**Jean-Pierre Mon** *évoque les réflexions de Yanis Varoufakis sur l'avenir de la social-démocratie : elle ne pourra survivre qu'en mettant en œuvre de nouvelles utopies, dont le revenu universel.*

***page 12 Le courrier des lecteurs***

**Paul Vincent** *évoque les réformes à fausse prétention égalitaire…*

**Netty** *voit dans le Brexit l'occasion ds sérieuses remises en question au niveau européen.*

**Jacques Bourgeois** *croit nécessaire de redéfinir sans cesse les mots employés.*

**PRIX en FRANCE 3 €** **ISSN : 2117-5047, eISSN : 2493-2752** *commission paritaire* N°0418 I 83051

AU FIL DES JOURS

### DÉFENSE DE LANCER UNE ALERTE !

Plusieurs centaines d'accords permettant l'exil fiscal ("tax rulings" ce qu'on traduit en français par *rescrits fiscaux*) de près de 400 entreprises multinationales (dont Apple, Amazone, Ikea et même la Deutsche Bank) ont été conclus par des cabinets d'audit avec le fisc du Luxembourg. Ce scandale, désigné depuis sous le terme de Luxleaks, a été révélé fin 2014.

Que croyez-vous qu'il en résulta ? - Ce sont les lanceurs d'alerte, les journalistes enquêteurs, qui ont été poursuivis. Ils viennent d'être condamnés par la justice du Grand Duché à de la prison avec sursis et à de lourdes amendes pour "violation de secrets d'affaires" ! Par contre, les multinationales n'ont pas été accusées d'évasion fiscale parce que les dispositifs qu'elles ont employés sont considérés comme légaux… Leur légalité ne pourrait être remise en cause qu'au prétexte qu'ils entraînent des distorsions entre les entreprises !

### PAS SI ROSE QUE ÇA !

Cela avait pourtant bien commencé : à l'issue de l'examen annuel de l'économie des États-Unis auquel venait de procéder le FMI, sa directrice, C. Lagarde, affirmait le 22 juin dernier : *«L'économie des États-Unis est dans l'ensemble en bonne forme»*. … Mais elle a insisté ensuite sur les défis importants auxquels les États-Unis seraient confrontés à long terme : chute de la *«**p**articipation à l'emploi»*[1], le ralentissement de la croissance de la ***p**roductivité*, la ***p**olarisation grandissante des revenus* et la ***p**auvreté*. Elle avertit : *«Si on ne s'occupe pas de "ces quatre **p**", ils vont corroder les bases de la croissance et freiner les gains de niveau de vie aux États-Unis»*, d'autant plus que ces facteurs s'ajoutent *«à des tendances pernicieuses à long terme qui ont affecté les revenu»*.

Dans ce pays, la part des revenus fournie par le travail s'est en effet réduite de 5% depuis 15 ans et la taille de la classe moyenne n'a jamais été aussi faible en 30 ans. Constatant que *«la distribution de la richesse et des revenus est de plus en plus polarisée et que la pauvreté a augmenté (46,7 millions de personnes y vivent dans la pauvreté bien que 40% d'entre eux travaillent !)»*, le rapport du FMI insiste sur *«la nécessité urgente à s'attaquer à la pauvreté»* et préconise pour cela de mieux cibler les crédits d'impôts et de relever le salaire minimum fédéral (7,25 dollars l'heure actuellement). Il souligne aussi que les États-Unis doivent augmenter considérablement leurs dépenses d'infrastructures dont la qualité se dégrade dangereusement et que *«de nouveaux investissements sont requis de manière urgente, particulièrement en ce qui concerne les transports en surface»*. Selon la Société américaine des ingénieurs civils, il faudrait 900 milliards de dollars pour remettre à niveau les infrastructures existantes et, d'après le Conseil Économique National, le total des coûts cachés occasionnés par le sous-investissement chronique dans les infrastructures s'élèverait à quelque 160 milliards de dollars. La situation est d'autant plus urgente que le fonds destiné aux infrastructures sera épuisé fin août.

### DIX ANS DE CROISSANCE

*«Quatre des cinq plus grandes banques du monde sont chinoises»*[2]. En 2006, les quatre plus grandes banques chinoises représentaient 4% du total des bénéfices des 1.000 premières banques mondiales. Dix ans plus tard, la part de profit de ces quatre banques s'élève à 32% de ce total. La première d'entre elles, la Banque industrielle et commerciale de Chine dispose de 247 milliards d'euros de fonds propres. Les banques chinoises font mieux que leurs concurrentes américaines et laissent bien loin derrière elles les banques européennes.

Notons que l'État chinois garde une large majorité dans le capital de ces quatre banques, ce qui lui permet d'injecter de l'argent où il veut dans l'économie et de financer les gros investissements.

### L'IDÉE DE MONNAIE HÉLICOPTÈRE PREND DE LA HAUTEUR

18 députés européens (socialistes démocrates, Verts, Gauche unie européenne et gauche verte du Nord), issus de 11 pays, viennent de signer une lettre ouverte au Président de la Banque Centrale Européenne, pour lui montrer la nécessité d'envisager la "quantitative easing for people"(QEP), la "monnaie hélicoptère" (crée par la Banque Centrale pour être directement distribuée aux gens. Rappelons que depuis mars 2015, la BCE a créé 60 milliards d'euros chaque mois, non pas pour permettre aux gens de mieux vivre, mais pour racheter des obligations "souveraines" (d'États) émises pour aider des institutions privées.

### LA "FRACTURE NUMÉRIQUE" N'EST PAS PRÈS D'ÊTRE REFERMÉE

Le ticket de métro parisien va disparaître, le passe "Navigo" sera dématérialisé, rebaptisé "smart Navigo" et le forfait de transport pourra être payé par téléphone. Les voyageurs occasionnels devront charger une somme d'argent sur un passe "Navigo" anonyme et seront débités à chaque passage comme avec un billet magnétique.

Orange et l'État ont décidé que toute la téléphonie allait être mise sur internet (logiquement sur fibre optique). Dans un premier temps, aucune ligne téléphonique classique ne sera ouverte après 2018. À titre expérimental la téléphonie classique sera arrêtée dans 14 communes du Finistère, dès l'an prochain. À partir de 2021, toutes les lignes existantes seront progressivement fermées. Orange a été autorisé à moduler *localement* ses prix pour pouvoir inciter ses clients à accepter le remplacement des lignes cuivre (qui, à terme, ne seront plus entretenues) par la fibre optique. Les autres opérateurs commencent à installer la fibre dans les zones les plus rentables…

**J-P M, M-L D, CN.**

1 *Le taux de participation à l'emploi, comprend les personnes qui travaillent ou cherchent activement un emploi ; il a perdu 5 points en 15 ans, passant de plus de 67% dans les années 2000 à moins de 63% en 2015.*

2 *The Banker*, 29/06/2016.

*Pour illustrer la société actuelle, c'est une pièce du théâtre grec, datant de près de 2.400 ans, que BERNARD BLAVETTE a redécouverte ! Qu'on en juge :*

# Ploutocratie

En 388 av. J.C, Aristophane rédige une comédie dont le caractère intemporel ne se dément pas 2.400 ans plus tard : *Ploutos*.
Ploutos, c'est le dieu de l'argent et de la richesse ; c'est un dieu fou, aveugle, qui répand ses faveurs au hasard, qui favorise les coquins et les escrocs ; c'est un dieu qui sème le chaos.
Un citoyen athénien l'introduit naïvement dans la cité croyant apporter abondance et bonheur.
Aussitôt, la société se désintègre, chacun est saisi d'une frénésie d'accumulation sans limite, "l'ubris", la démesure, règne en maître. Chacun s'enferme chez soi, craignant que son parent, son voisin, ne l'égorge pour s'emparer de ses biens. Athéna, gardienne de la démocratie, protectrice des valeurs de la cité, est foulée aux pieds, et Zeus lui-même, régulateur de l'univers, voit son pouvoir contesté.
La pièce se termine par une vision d'apothéose apocalyptique dans laquelle une immense procession de pantins avinés se rend sur l'Acropole, à la lueur des torches et au rythme de danses frénétiques, pour installer Ploutos sur son trône, pour instaurer le règne de l'argent-roi, l'ère de la «*ploutocratie*».

*

Qui ne verrait cette «tragi-comédie» comme le pressentiment des temps que nous vivons ?
Qui ne verrait, dans la sarabande grotesque clôturant la pièce, défiler les représentants de cette oligarchie politico-financière mafieuse qui domine notre monde contemporain ?
En fait, ce qui se dégage de cette parabole, c'est avant tout une transformation radicale des esprits.
Auparavant, la cité vivait dans la concorde, avec chez les athéniens le sentiment très fort d'appartenir à une communauté de valeurs définies par les différentes écoles philosophiques, de marcher ensemble vers un idéal démocratique.
Et brusquement, des ego démesurés, des passions primaires incontrôlables, jusque-là refoulées, resurgissent et s'emparent du plus grand nombre.
C'est bien ce que nous constatons aujourd'hui, en ce moment même, notamment nous, Français. Nous avons sous les yeux le spectacle terrifiant de celui qui se prétend notre président et qui, au mépris de tous ses engagements et de l'éthique qui devrait guider son action, tente, dans une forme de psychopathologie conduisant à une fuite en avant vertigineuse, de «*discipliner la société, soumettre tout le champ social au calcul économique, faire accepter l'idée que la souveraineté populaire doit être soumise non plus seulement à une autorité politique incarnée (et élue), mais à une logique absolutiste désincarnée (la loi du marché) à laquelle le souverain est lui-même soumis*».
En effet, «*le néo-libéralisme n'est pas une simple politique économique, mais une logique rationnelle générale qui vise à reformuler toutes les formes d'expériences et d'existence en terme purement économique (…) Il en découle que la politique (et donc la démocratie) est une illusion qui n'a plus de réalité propre*»[1].
La poursuite de la richesse tend donc à devenir l'objectif exclusif de toute activité humaine et la politique, l'art, le sport, la science… sont englués dans des objectifs essentiellement économiques.
Le sujet néolibéral est alors constitué d'une personnalité fluctuant au gré des circonstances et du court terme, oublieux des leçons du passé car vivant dans un éternel présent, attaché exclusivement à ses propres intérêts matériels, instinctivement méfiant vis-à-vis de toute altérité. Un sujet largement ouvert à une pulsion d'accumulation illimitée, un nouvel ubris. Comme le remarquent les sociologues Pierre Dardot et Christian Laval, il ne s'agit plus «*d'accumuler pour jouir*» mais bien «*de jouir d'accumuler*» ce qui conduit à «*une identification du sujet à sa propre valeur*», à la recherche jamais satisfaite «*d'une plénitude atteinte dans l'accroissement illimité de la valeur que le sujet est pour lui-même*»[2].
La moindre once de bon sens nous oblige à reconnaître qu'aucune société humaine ne peut être pérenne dans un tel vide de sens, et même si nous refusons de l'admettre, nous savons tous que la sarabande tragique décrite par Aristophane a bel et bien commencé. En ce début de millénaire, les signes montrant un délitement généralisé se multiplient : destruction souvent irrémédiable de notre biosphère, des continents entiers (notamment l'Afrique) pillés de leurs matières premières avec la bénédiction des États dominants, des populations réduites à une misère abjecte, forcées d'immigrer dans les pires conditions pour échapper à des guerres dont l'occident est largement responsable, une corruption qui fait maintenant partie intégrante de la vie des États… On n'en finirait plus d'égrener cette sinistre litanie qui signe la faillite d'une civilisation. Tous ces drames ● ● ●

dans l'indifférence et l'assentiment tacite du plus grand nombre.
Un brin de sémantique nous permettra de mesurer la profondeur de notre aliénation collective aux fondements du capitalisme. Le terme «*bien*» désigne ce qui est juste, honnête, louable, ce qui est attaché à une valeur morale, mais aussi une chose matérielle dont on a la propriété, qui fait partie du patrimoine, comme si la possession était synonyme de justice, d'intégrité, d'utilité.
L'absence de toutes perspectives, de toutes valeurs éthiques, le désarroi qui en découle, génèrent alors chez certains individus fragiles une «*pulsion de mort*», le désir de donner la mort et de la recevoir, dont le terrorisme que nous vivons au quotidien constitue la manifestation dramatique.

*

Est-il encore temps d'infléchir le cours de l'histoire, de stopper cette plongée vers la barbarie ?
Un proverbe chinois déclare «*lorsque les fous envahissent la scène, les sages se retirent*». Ceci ne signifie pas qu'il faille se désintéresser de notre futur collectif, se replier sur soi-même dans l'indifférence, mais plutôt qu'il existe des situations tellement dégradées que la confrontation classique est vouée à l'échec. Il devient alors nécessaire de prendre du recul, de se défaire des comportements imposés et d'adopter des modes de lutte plus subtils[3].
Tout d'abord, il ne s'agit surtout pas de se contenter de «*résister*», car la résistance n'est pas une véritable action en ce sens qu'elle n'est qu'une réplique aux mouvements de l'ennemi, qui conserve ainsi l'initiative. L'oligarchie est passée maître dans l'art d'attaquer simultanément sur plusieurs fronts, de manière à diviser les forces du mouvement social. C'est ainsi que nous assistons, aujourd'hui, dans notre pays, à une offensive multiple : dans le domaine social, l'introduction en force de la loi El Khomri ; sur la question des droits de l'homme, la tentative évidente de vider la démocratie de sa substance sans la supprimer formellement (utilisation de l'article 49.3 à l'Assemblée Nationale ; répression policière de plus en plus violente, mise au pas des médias[4]…) ; en ce qui concerne l'aménagement du territoire, la multiplication des «*grands projets inutiles*» (aéroport de N.D. des Landes, barrage de Sievens, enfouissement de déchets radioactifs à Bure, ferme dite "*des milles vaches"…)…* Cette stratégie, extrêmement efficace, a été admirablement décrite par la journaliste et économiste canadienne Naomi Klein dans son ouvrage *La stratégie du choc*[5].
Nous ne pourrons donc avoir une chance de vaincre le capitalisme néolibéral que si nous parvenons à reprendre l'initiative, si nous faisons preuve d'imagination de manière à l'amener sur un terrain inconnu de lui, sur lequel il ne peut prospérer. Il existe de nombreuses orientations possibles correspondant à des sensibilités différentes, et le plus souvent complémentaires, mais pour moi la notion de «*simplicité*» devrait être le pivot de toute démarche de reconquête.
L'idée de simplicité habite l'espèce humaine depuis l'aube des temps, elle est présente dans la plupart des civilisations. Elle sous-tend l'ensemble de la philosophie chinoise, imprègne la pensée grecque, comme l'illustre la fameuse *Adresse aux Athéniens* de Périclès : «*Nous cultivons le beau avec simplicité…*», elle est évoquée dans nombre d'ouvrages fondateurs comme le Nouveau Testament de la Bible qui affirme «*Heureux les esprits simples*», elle tend à resurgir aujourd'hui sous des formes diverses : décroissance, villes en transition…
La bataille que nous avons à mener se situe en priorité sur le plan culturel, c'est la confrontation des idées qui signera la défaite ou la victoire, notre capacité à orienter les rêves de la multitude loin du matérialisme étroit qui désenchante nos vies, loin de la vulgarité, de la folie de l'hyper consommation, de la concurrence acharnée et des egoÒ hypertrophiés. La simplicité est à la portée de chacun, il suffit de fuir les «*temples du commerce*», de rejeter les grands médias (en premier lieu la télévision) et leur publicité-propagande sournoise, de distinguer le nécessaire de l'inutile.
Une société fondée sur le consumérisme peut se comparer à un cycliste qui tombe dès qu'il ralentit trop. Suite à une désaffection progressive, on pourrait voir bientôt se faner les enseignes des supermarchés, les herbes folles recouvrir peu à peu la laideur des zones commerciales[6], se desserrer l'étreinte maléfique de Ploutos et trébucher le capitalisme, ce cauchemar plus long que la nuit.
Oui, la simplicité peut faire rêver car elle est libération, légèreté ; c'est un souffle d'air pur qui nous effleure ; c'est la porte de la cage qui s'ouvre à deux battants vers le grand large, vers tous les possibles. Aux antipodes de l'ascèse que préconisent certaines religions, la simplicité évoquée par la sagesse chinoise ou grecque suppose satisfait l'ensemble des besoins humains essentiels, elle implique même un peu de superflu, une modération qui n'interdit pas une certaine aisance.
La simplicité nous apporte la sérénité par la certitude que notre «*vie bonne*» est partagée par tous et ne repose ni sur le massacre de la biosphère, ni sur l'esclavage de nos frères humains.
La simplicité, c'est une élégance de vie bienfaisante pour le corps et l'esprit.
La simplicité nous procure non seulement l'abondance matérielle par la modicité de nos désirs, mais aussi une promesse d'infini. L'infini de la connaissance qui s'approfondit lorsqu'elle se partage, l'infini des échanges humains qui nous transcendent, l'infini de l'Univers qu'on laisse pénétrer en soi, allongé sur le sol, face au ciel d'une nuit d'été[7].

**Bernard BLAVETTE**

Références :
1. Christian Salmon, *Comment le néolibéralisme a défait la démocratie*, Médiapart le 11/6/2016. J'ai ajouté quelques précisions entre parenthèses.
2. Pierre Dardot et Christian Laval, *Ce cauchemar qui n'en finit pas*, éd. La Découverte, 2016.
3. J'ai déjà proposé un article sur ce thème sous le titre *L'heure de déserter*, *GR* 1107 (mars 2010) que l'on peut consulter sur le site internet de la revue. Les lignes qui suivent doivent s'entendre comme un complément.
4. Sur ce dernier point lire notamment *Information sous contrôle*, par Serge Halimi et Pierre Rimpert – *Le Monde Diplomatique*, juillet 2016.
5. Ed. Actes Sud, 2008.
6. Lire ou relire l'excellent article de Michel Berger *Toute la laideur du monde*, *GR* 1170 (décembre 2015).
7. J'aborderai de façon plus approfondie la question de la simplicité dans un prochain article.

## PLUS MAIS MOINS

On ne supporte rien ; cette époque est bizarre ;
Plus rien qui nous ennuie, nous froisse ou désempare,
Plus rien qui n'ait été prévu, organisé
Dans les normes, testé, formaté, registré.
Nous sommes empêtrés dans nos contradictions,
À l'image des fruits qu'on aime hors saison.
Plus personne n'en veut, de terre dans la mâche,
Des tomates pas rondes ou pommes avec tâches
Des carottes tordues, des viandes trop lardées,
Des fraises trop menues, des courgettes arquées,
Des enfants fatigants, des pluies pas bien prévues,
Des routes biscornues, des ornières indues,
Des tours toujours plus hautes, aux records assénés,
Aux fenêtres fermées par pression condamnées.
Les chaleurs odieuses, les verglas et congères,
Sont gêneurs démodés que plus on ne tolère.
Personne ne veut boire à l'eau du robinet,
Mais on se gave avec des sodas trop sucrés.

Toujours plus d'instruction : toujours moins de bon sens.
Plus les choix sont divers, moins on a d'appétence.
Dans les étoiles on voit d'autres terres exotiques,
Sans savoir pour la nôtre, imposer une éthique.
Est-ce la faute à la ville, au manque de nature ?
La boue n'existe plus ; ni les grandes froidures.
Tout doit être soumis à notre dictature,
Mais cette anesthésie, notre vie dénature.
Tout doit être propret, policé et bien fait,
Sans effort et pratique, assuré et parfait.
Le rhume : il est odieux ! La grippe est un danger !
Les efforts : pernicieux ! Il faut se ménager.
L'imprévu : ennemi qui agresse et dérange !
Ne pas sortir des rails, éviter ce qui change,
C'EST LA SÉCURITÉ ! En toute majuscule,
En toute majesté, l'apaisante formule.
Radars sauvant les vies…mais on les vilipende ;
On sauve les fumeurs, mais leur colère est grande.

Faune et flore en danger ? Pas un chasseur n'arrête !
On déboise à tout va, pour faire des palettes…

On veut évoluer, mais alors pas trop fort.
D'accord pour le progrès, mais juste pour confort.
Le riz trop long à cuire ou bien l'eau à bouillir,
Comme enfants trop gâtés, on voudrait raccourcir.
Le portable est le roi : mais est-il dangereux ?
La télé est partout, ses programmes piteux.
On n'est jamais content, tout nous choque et nous nuit :
Le parking est trop loin, les enfants font du bruit.
Le métro qu'on attend, le vent qui souffle trop,
Les remèdes trop lents, les escaliers trop hauts…
Sans notre GPS, nous craignons l'inconnu ;
Sans le gilet, l'airbag, nous nous sentons perdus.
Plus on veut vite aller, plus on se dit : *c'est laid.*
Plus on mange pressé, moins on digère gai.
Plus d'années à nos vies ? Moins de vie aux années…
Plus de médicaments ? Plus on est enchaîné !
Plus on obtient de tout, plus on désire encore :
L'envie de l'inutile est bien notre veau d'or.

Pour nous le superflu nous dit l'indispensable,
Et se rend nécessaire aux buts déraisonnables.
Entre l'avoir et l'être, on choisit sans vergogne,
Rarement nos consciences se révoltent ou bien grognent.
On oublie l'essentiel, mais on ne le sait pas ;
On n'a plus d'indulgence en dehors des schémas.
Consommons, consommons, c'est là le principal.
Toujours plus, tout pour nous voilà notre morale.
De l'électricité, il nous en faut beaucoup :
Alors, le nucléaire ??? *Oui si c'est pas chez nous !*
Des crèches et des foyers, jamais nous n'aurons trop :
On veut plus de social ? Mais sans payer d'impôts !
De nos médicaments, on exige bienfaits :
De leurs inconvénients, nul ne veut les effets !
A bas les dictateurs ! Mettons-les en déroute.
Défendons l'opprimé ! Oui, mais combien ça coûte ?
Nous sommes conseilleurs, professeurs de bonheur.
Nous voulons tout le beurre, aussi l'argent du beurre.
Du bonheur nous parlons en subtils praticiens ;
Heureux, nous sommes heureux ! Désespérément bien…

**Jacques GRIEU**

*Pour illustrer l'article de B.Blavette, le poème ci-dessus a été choisi dans* ***Maux à Mots*** *de J.Grieu. Appréciant la façon dont cet auteur manie les mots, nous ne saurions trop en recommander la lecture. Pour commander ce recueil (de 130 pages au format 24 x 16 cm), envoyer un chèque 13 euros + 4 euros (pour les frais d'envoi), avec vos nom et adresse, à* ***Jacques GRIEU, 98 Bd Clemenceau, 76600 Le Havre****. Cet auteur se fera un plaisir de vous l'expédier.*

# Le “salaire à vie” serait facile à financer ?

La garantie d’un revenu inconditionnel se heurte non seulement à la religion de l’emploi, mais aussi à son financement ***dans le système actuel***. Bernard Friot fait valoir son idée de salaire à vie en s’appuyant sur le fait que le principe de la sécurité sociale étant acquis, il “suffirait” d’augmenter le taux des cotisations pour le financer. Le rapport des dernières négociations sociales que Dan Israel a publié sur Mediapart le 17 juin montre combien cette possibilité est illusoire. En voici l’essentiel :

«Pour la première fois depuis 1982, les représentants des salariés et des employeurs n’ont pas réussi à tomber d’accord pour établir de nouvelles règles d’indemnisation pour les chômeurs. Le gouvernement a donc repris la main et prolongé les règles actuelles, qui devaient s’éteindre le 30 juin. Tant pis pour les 800 millions d’économies qu’il attendait.

La dernière grande négociation sociale du mandat de François Hollande s’est soldée par un échec, et quel échec ! Jeudi 16 juin, après vingt petites minutes de réunion, les représentants du patronat et des salariés ont acté leur désaccord et leur incapacité à s’entendre sur les règles qui devaient régir l’assurance chômage pour les deux ans à venir…

Les discussions entre les organisations patronales et les syndicats, qui gèrent ensemble l’assurance chômage, avaient démarré le 22 février, comme tous les deux ans. Après l’annonce de leur incapacité à s’entendre, le gouvernement a immédiatement annoncé qu’il reprenait la main, comme l’autorise la loi, et qu’il prolongerait les règles actuelles, qui étaient censées prendre fin le 30 juin, jusqu’à ce que les parties aboutissent à un accord. Le ministère du travail a déclaré dans un communiqué qu’il tient «*à rassurer l’ensemble des demandeurs d’emploi indemnisés et ceux qui le deviendraient : ils continueront de percevoir leurs allocations sans subir le moindre désagrément*».

L’enjeu est de taille : chaque année, l’Unédic indemnise 2,7 millions de demandeurs d’emploi et elle subit un lourd déficit… À la fin 2017, selon ses propres prévisions, son endettement total approcherait les 33,6 milliards d’euros. Ce déficit a pesé lourd dans les négociations, le gouvernement attendait que les discussions qui ont capoté aboutissent à 800 millions d’économies par an.

Fait à signaler dans le climat de tension sociale actuelle, les syndicats de salariés se sont présentés sous un front uni pour les discussions. Ils demandaient principalement la mise en œuvre d’une sorte de «*bonus-malus*» pour les entreprises friandes de contrats courts, avec l’appui du gouvernement, qui avait même envisagé d’inclure ce principe dans son projet de loi sur le travail. (80 % des embauches se font aujourd’hui en CDD, dont la moitié pour des contrats de moins d’une semaine).

Une augmentation des cotisations sur les gros salaires était aussi envisagée, ainsi qu’un mécanisme permettant de limiter les fausses «*pré-retraites*» pour les seniors, de plus en plus nombreux à rejoindre les statistiques de Pôle emploi avant la fin de leur carrière.

«*Nous étions partis d’un constat : ce qui plombe les comptes, ce sont les contrats courts*, explique Philippe Louis, le président de la CFTC. *Certaines entreprises en abusent, c’est un mode de gestion des ressources humaines. Dans ce cas, c’est l’Unédic qui paye, c’est-à-dire les autres entreprises, via leurs cotisations.*» En effet, si plusieurs salariés en CDD tournent sur un seul poste, l’Unédic dépense en moyenne plus pour les indemniser que si le poste est occupé par un CDI. «*Certains salariés sont également gagnants, car ils touchent plus avec des contrats courts à répétition que s’ils étaient en CDI, à durée de travail égale*», indique le patron de la CFTC. Selon des calculs commandés à l’Unédic même, la taxation des contrats les plus courts, accompagnée d’un allègement des cotisations pour les contrats de plus d’un an, n’aurait pas coûté plus cher, assurent les syndicats.

«*Nous nous étions mis d’accord sur des constats et des principes*, rappelle Philippe Louis. *Mais il aurait ensuite fallu que les acteurs autour de la table cherchent vraiment à rapprocher leurs positions. Or, nous n’avons assisté qu’à un simulacre de négociation*.» Comme tous les syndicats, il pointe là l’attitude du Medef et de la CGPME, qui ont rejeté sans ambiguïté le principe de la surtaxation des CDD courts (l’UPA, qui représente les artisans, avait déjà quitté la table des négociations, en raison d’un conflit avec le Medef). Les deux organisations patronales se sont élevées contre les «*postures dogmatiques visant à punir les entreprises*».

Dans un communiqué commun, la CFDT et la CFTC ont affirmé avoir été «*forces de propositions*» lors de ces quatre mois de négociations et ont dénoncé «*un jeu dangereux pour l’équilibre financier du régime*». «*C’est irresponsable à l’égard des demandeurs d’emploi, c’est inconséquent au regard de la capacité du dialogue social interprofessionnel à construire les solutions dont le pays a besoin*», ont-elles pointé. Et le gouvernement est sur la même ligne. Il a immédiatement assuré dans un communiqué que c’est «*l’attitude du patronat*» qui a «*conduit au blocage*» et que «*des mesures ambitieuses étaient sur la table*» pour rééquilibrer les comptes.»

**M-L D**

*Par les changements sociaux qu'elle implique, toute révolution industrielle ou technologique impose, à plus ou moins long terme et plus ou moins brutalement, d'importantes modifications dans la doctrine des partis politiques. L'effondrement brutal des systèmes sociaux mis en place dans les pays occidentaux après la seconde guerre mondiale annonce-t-il la fin de la social-démocratie ?*

# La social-démocratie a-t-elle un avenir ?

Le terrorisme frappe partout, les inégalités s'accroissent, la démesure règne dans tous les domaines… *«Partout l'emploi va s'effondrer. Les acteurs économiques le dissimulent mais ils ne voient pas d'issue, ils ne savent plus comment solvabiliser le système… cela produit une angoisse économique majeure»*[1].

Convertis au néolibéralisme, les partis sociaux-démocrates se montrent incapables d'apporter des solutions innovantes. Ils sont en train d'en faire les frais électoraux et nous plongent ainsi dans une crise profonde ouvrant la voie aux partis totalitaires.

Peuvent-ils encore survivre, sans nouvelles "utopies" à la rupture du système actuel ?

### Adieu la social-démocratie ?

C'est à cette question que tentait de répondre l'ancien ministre des finances grec, Yanis Varoufakis, lors d'une interview accordée au journal britannique *The Economist*, le 31 mars dernier.

La social-démocratie, rappelait-il, était le résultat de la scission de la "*Seconde Internationale*" entre les tenants de la ligne communiste, selon laquelle le capitalisme ne pouvait pas être "civilisé" sans révolution, et ceux qui, au contraire, pensaient que c'était possible grâce à des élections et à la liberté du marché. Oui, disaient les sociaux-démocrates, il y a bien une lutte des classes, un conflit entre les profits et les salaires mais c'est le rôle de l'État d'arbitrer, de réguler, d'instaurer un **contrat social**, d'imposer au capital de lui reverser une partie de ses revenus, afin d'en assurer une redistribution sociale. (Même les Conservateurs britanniques acceptaient cette économie mixte dont certains domaines devaient être laissés au marché libre et d'autres contrôlés par l'État !).

C'est ce projet social-démocrate qui fut mis en œuvre dans les années 1950 dans la plupart des pays de l'Europe de l'Ouest, notamment grâce aux accords de Bretton Woods (1944) dont l'objectif principal était de mettre en place une organisation monétaire mondiale afin de faciliter la reconstruction et le développement économique des pays touchés par la guerre.

Mais avec la fin de la convertibilité du dollar en or, décidée en août 1971 par les États-Unis pour mettre un terme à la formidable inflation provoquée par leurs énormes dépenses de guerre au Vietnam, les accords de Bretton Woods sont rapidement abandonnés : le système des taux de change fixes s'écroule définitivement et fait place au régime de changes flottants, c'est-à-dire aux forces du marché.

C'est le début de la descente aux enfers.

Le monde entre dans l'ère de la financiarisation.

Lassés d'avoir à se battre constamment contre les milieux d'affaires et les industriels pour les taxer un peu plus, harassés par leurs critiques incessantes et celles de la presse à leur solde, les Premiers ministres sociaux-démocrates Callaghan puis Blair au Royaume-Uni, Schröder en Allemagne,… abandonnent peu à peu leurs pouvoirs aux marchés financiers. En renonçant à leur rôle de médiateur entre travail et capital, ils se détournent de la lutte des classes.

Dès lors s'amorce la fin de la social-démocratie, *«cette croyance qu'un parti peut imposer dans un pays qu'elle gouverne des lois qui assurent la primauté du travail sur le capital»*[2].

Aujourd'hui, la social-démocratie est en crise dans le monde entier : totalement balayée en Grèce, en chute libre en Allemagne (où, selon un sondage récent[2], son électorat ne totalise qu'environ 20% des voix, alors qu'il atteignait presque 50% en 1998), … et en voie d'effondrement rapide en France.

*«Sa crise n'est pas cyclique mais existentielle, enracinée dans les profonds changements culturels et technologiques qui embrasent la planète. Elle est destinée à rejoindre le "communisme" en tant que dénomination politique d'intérêt uniquement historique»*[3]. Ce n'est pas encore ce que pensent de nombreux sociaux–démocrates.

### L'illusion allemande

Le SPD est le plus vieux parti politique d'Allemagne, où il est resté longtemps le seul parti de gauche de taille notable. Aujourd'hui, il participe une fois de plus au gouvernement de coalition de la Chancelière Merkel qui appartient à la CDU (Union Chrétienne Démocrate). On peut se demander comment il envisage de survivre à sa crise. Pour cela, un de ses vice-présidents, le député Thorsten Schäfer-Gumblel, a exposé en décembre 2014 au *Forum Culturel Social-démocrate* de Berlin le programme qu'il imagine pour s'adapter à la révolution numérique[4].

Rappelant que les sociaux-démocrates appartiennent au "parti du progrès social et technologique", il dit que *«la gauche doit désormais considérer la numéri-*

*sation des technologies comme un problème politique afin que ses valeurs traditionnelles de liberté, de justice et de solidarité continuent à s'appliquer au domaine numérique tout comme elles s'appliquaient jusqu'ici à nos "vies analogiques". En espérant qu'il n'est pas déjà trop tard, il faut agir vigoureusement car la nouvelle forme que doit prendre l'économie sociale de marché, les règles générales qui la gouvernent, les relations entre pouvoir et liberté individuelle sont modifiées par les technologies numériques».* Schäfer-Gümbel s'interroge : *«Où en sommes nous ? Actuellement l'Internet favorise plus les entreprises que les citoyens. Les entreprises de l'Internet savent ce que nous lisons, qui nous rencontrons, où nous sommes… Pour elles, le "citoyen transparent" est une réalité. Le capitalisme des données est omniprésent. Non seulement ce que nous envoyons ou ce que "tweetons" est enregistré, mais Amazon sait aussi quelles sont les pages que nous avons lues trois fois sur notre tablette et comptabilise les morceaux de musique que nous avons piratés, Foursquar*[5] *sait quel est mon café préféré et qui est assis à côté de moi. L'individu est ainsi transformé en un ensemble de données et de liens. Son "identité numérique", vraie ou fausse, devient plus importante que son identité réelle. Ce n'est plus un être culturel mais une marchandise».* Qui plus est, *«la configuration actuelle du réseau restreint les possibilités que nous avons d'exercer une influence démocratique. Ce qui soulève la question de savoir qui possède le pouvoir. Nous, hommes politiques, nous ne fixons plus les règles du jeu»* et *«ce que nous constatons là, c'est l'asymétrie du pouvoir dans le monde moderne et on doit se demander comment on peut le démocratiser sans compromettre les facilités que l'Internet nous offre.* […] *Pour reconquérir la liberté, la justice, la solidarité qui étaient les nôtres, il faut faire reculer Internet en lui donnant une autre forme et donner à tous la possibilité de se connecter, d'acquérir une bonne formation au numérique à l'école, à l'apprentissage ou au travail afin qu'ils connaissent bien les pièges de l'informatique d'aujourd'hui pour ne pas devenir des "citoyens transparents".* […] *Nous avons besoin de diversité et non de monopôles, nous devons promouvoir des "start-up" pour recréer le "bon Internet"».* Schäfer-Gümbel conclut : *« Ce ne sont pas là de simples visions mais des avancées réelles qui ont pour objectif clairement défini d'assurer le pouvoir des citoyens. Tout pouvoir émane du peuple. Il n'y a rien de plus démocratique que ça. Il faut passer du citoyen transparent au citoyen souverain. Nos données nous appartiennent. Nous devons faire en sorte que ce soit toujours le cas dans le futur… Nous devons être sûrs que nous n'avons pas peur de l'Internet mais que nous avons confiance en lui. Il ne peut y avoir progrès que dans ce sens».*

Ce n'est pas un tel programme qui ressuscitera la social démocratie allemande. Il semble tout ignorer des problèmes soulevés par la robotisation planétaire en cours, robotisation dont l'industrie allemande est une grande bénéficiaire. Une fois encore, les sociaux-démocrates sont en retard d'une révolution. Ils sont restés au vingtième siècle !

### Un bouleversement technologique majeur

*«Ce que nous affrontons aujourd'hui c'est un bouleversement technologique majeur au sein du capitalisme mondial, dans lequel les anciennes conceptions du capital, du travail (et du combat qu'ils se livrent) sont fortement perturbées par l'entrée dans le "troisième ou quatrième âge de la machine"»* explique Varoufakis dans son interview à *The Economist*[6]

**Yaris Varoufakis :**
***Basic income is an «absolutely essential» approach for the future of social democracy.***

*«et le grand danger qui nous menace maintenant, c'est l'existence d'un nombre croissant de personnes qui n'ont qu'une faible valeur économique. C'est un baril de poudre placé dans les fondements de la société».* Il faut donc tout faire pour que la grande création de richesse que le capital est capable de produire *«n'allume pas la mèche».* Pour l'éviter Varoufakis estime que l'instauration d'un revenu de base est absolument essentielle. Mais, fait-il remarquer, cette approche ne fait pas partie de la tradition social–démocrate. *«N'oublions pas que le consensus d'après guerre c'était la sécurité sociale, pas le revenu de base. Mais aujourd'hui nous devons choisir : soit nous instaurons un revenu de base qui régule notre nouvelle société, soit nous allons affronter de très gros conflits sociaux que la xénophobie et les migration envenimeront».*

En fait, Varoufakis pense que la social-démocratie n'a pas les capacités analytiques pour

comprendre ce changement (même Keynes n'y avait pas pensé…). Qu'elle n'est pas consciente du fait que la classe ouvrière n'est plus un monobloc, mais qu'elle est devenue un millefeuilles dont chaque couche a des intérêts différents, des conflits spécifiques, et a subi des évolutions variées…

Que devons-nous donc faire pour retrouver l'espoir, le rêve des années 50 et 60 d'une prospérité partagée, que même les milieux conservateurs britanniques acceptaient ? Varoufakis répond en substance que c'est «*l'approche revenu de base*» qui peut redonner cet espoir à condition (et j'insiste là-dessus) que l'on sache expliquer d'où viendra l'argent, que ce n'est pas qu'une simple dette de plus, mais que nous le financerons par une grande partie des nouvelles richesses qui seront générées. «*Mais, nous,* ***la Gauche****, nous ne devons pas avoir peur !*» affirme-t-il.

Pour bien marquer que le revenu de base qu'il soutient est bien un revenu universel, il raconte qu'il a fait, il y a quelque temps, une conférence aux États-Unis au cours de laquelle il a dit : «***oui, nous devons payer, nous tous, les surfeurs californiens.*** *Nous pouvons ne pas aimer ça, nous pouvons peut-être même sentir que ce sont des glandeurs, mais ils ont droit eux aussi à un revenu de base. OK, ils ne le méritent pas, mais ils doivent avoir un revenu de base parce que c'est le moyen de stabiliser la société*»[7].

Pour convaincre du bien-fondé de cette position, Varoufakis ajoute qu'il faut des hommes politiques capables d'aller plus loin et d'expliquer : «*Vous voyez, là, ce paumé paresseux que vous détestez ? Nous devons le nourrir et nous devons être sûrs qu'il a un toit. Parce que s'il n'a pas de maison et qu'il tombe malade,… ce sera encore plus embêtant pour nous. Et s'il y en a beaucoup comme lui et que les innovations technologiques en créent beaucoup d'autres, cela deviendra macro-économiquement insoutenable. Ceux d'entre nous qui veulent travailler – parce que ça leur plait et qu'ils en ont la possibilité – disposent de la technologie pour produire autant de richesses qu'il nous en faut pour entretenir les surfeurs*».

### L'allocation universelle

Revenons une fois de plus sur ce concept, connu sous diverses appellations[8], dont certaines donnent lieu à des interprétations fantaisistes ou malveillantes. Rappelons que suivant la définition donnée par BIEN et que nous avons adoptée depuis longtemps, l'allocation universelle est «***une allocation monétaire d'un montant suffisamment élevé pour assurer à chacun son existence matérielle et sa participation à la vie sociale. Elle est inconditionnellement garantie à tous par la loi sur une base individuelle sans justification de moyens ni obligation de travail ou de service de quelque sorte***». Elle revient en force dans l'actualité : des journaux comme *The Guardian*, *The Economist*, *The Wall Street Journal*, *The Financial Times*, *The New York Times*, *El País*, *Der Spiegel*, *Le Monde*, *Alternatives Economiques* et beaucoup d'autres publications, dans le monde entier, en ont longuement débattu… pour, contre, ni pour ni contre, les uns bien informés, les autres mal, certains se croyant bien informés sans l'être, etc…

Ce regain d'intérêt a de nombreuses causes : le référendum suisse du 5 juin, la prise de position de Varoufakis en sa faveur, son introduction dans les programmes électoraux de certains partis. Mais pour Daniel Raventos, président du réseau espagnol pour un revenu de base, il est dû, avant tout, à la situation dans laquelle se trouve une grande partie des classes moyennes, appauvries par les politiques économiques d'austérité mises en place à partir de 2008. Cette détérioration des conditions de vie et d'emploi fait apparaître l'allocation universelle à de nombreux citoyens comme un moyen rationnel et juste de remédier rapidement aux conditions sociales déplorables que subissent dans l'Union européenne plusieurs millions de personnes. Mais bien plus encore que de réduire les inégalités, l'allocation universelle, telle qu'elle est définie plus haut, assure à chacun sa liberté (notamment celle de refuser un travail).

La question de son financement est évidemment elle qui est le plus souvent invoquée par ses opposants. Le réseau Renta Basica de Barcelone a montré comment il était possible de l'assurer pour toute l'Espagne sans remettre en cause les services publics existants par une simple modification du barème des impôts sur les revenus[9]. Cela pourrait se faire aussi très simplement par création de "monnaie hélicoptère"[10] de plus en plus souvent envisagée[11]. Nous serions alors pratiquement en économie distributive

**Jean-Pierre MON**

Références


1. B. Stiegler, *Dans la disruption, comment ne pas devenir fou ?*, éd. Les Liens qui libèrent, 2016.
2. *Neal Lawson, Social Democraty Without Social Democrats? How Can The Left Recover?, Social Europ*, 13/05/2016.
3. *Le Point*, 10/05/2016
4. *Shaping a Social Democratic Digital revolution* (=Façonnons une révolution numérique social-démocrate), *Social Europ*, 29/07/2015.
5. *Foursquar* est un media social de géolocalisation à but commercial.
6. E. Brynjolfsson et A. Mcafee, *Le deuxième âge de la machine*, (voir *GR* 1151, de mars 2014).
7. Varoufakis reprend là la célèbre controverse des années 80 entre Philippe van Parijs, philosophe, économiste, professeur à l'Université de Louvain la Neuve, fondateur de BIEN, et John Rawls, (1922-2002), philosophe politique, Professeur dans plusieurs universités américaines.
8. Voir *GR* 1094, avril 2009.
9. http://old.sinpermiso.info/articulos/ficheros/monograficoRBSP3.pdf
10. Lire *Un hélicoptère qui s'envole*, par M-L Duboin, dans *GR* 1174.
11. Info@positivemoney.org, 26/06/2016.

*La mort de Michel Rocard a déclenché bien des commentaires sur son rôle dans la politique française. Par son témoignage, PATRICK VIVERET, qui a été longtemps très proche de lui, rend hommage à son courage et à la rigueur de sa pensée :*

# Le rebelle et le réformateur

Je connais Michel Rocard depuis 1967, date à laquelle je suis entré au PSU. Mes parents étaient mendésistes et Rocard incarnait le mieux cette exigence de rigueur face à une classe politique adepte de la langue de bois et capable de discours révolutionnaires dans l'opposition et de soumission aux pressions des possédants une fois arrivés au pouvoir. Dans ma génération, j'avais 19 ans à l'époque, celui qui incarnait l'envers de cette rigueur était Guy Mollet. Le "molletisme" était l'expression de ce double langage et la manière dont, élu pour faire la paix en Algérie en 1956, il avait retourné sa veste pour accentuer la guerre en rappelant le contingent, puis en couvrant les actes de torture, signé la déchéance du politique et la faillite morale de «*la gauche de gouvernement*» de l'époque. Rocard, c'était le contraire : la prise de risque, avec son rapport sur la torture en Algérie qui pouvait ruiner sa carrière de haut fonctionnaire, l'engagement dans le parti qui s'était construit pour créer une alternative à la SFIO molletiste de l'époque, le parti socialiste autonome, puis le PSU, mais aussi l'exigence de vérité, de justice et de responsabilité, trois mots qui m'avaient frappé sur les affiches de sa première campagne électorale, menée dans les Yvelines. À l'instar de Pierre Mendès-France, sa volonté de rigueur économique était au service d'un réel projet de transformation sociale et son refus de la démagogie courante de la gauche officielle dans l'opposition, la garantie contre ses retournements de veste une fois arrivée au pouvoir.

J'étais séduit par sa radicalité décentralisatrice … et par son implication pendant et après mai 68, pour construire avec Edmond Maire et la Cfdt de l'époque un pôle autogestionnaire tout à la fois politique, social et culturel, que nous avions cherché à théoriser avec Pierre Rosanvallon avec notre livre *Pour une nouvelle culture politique*, approche reprise par Michel Rocard dans son célèbre discours du congrès socialiste de Nantes sur «*les deux cultures politiques de la gauche*». Ce fut l'origine d'un long compagnonnage et d'une vraie amitié, notamment lorsqu'il me confia, quand il était Premier Ministre, la mission d'engager en France une évaluation des politiques publiques au nom, écrivait-il dans la lettre de mission qu'il m'avait adressée, de la nécessaire rénovation «*de nos outils d'intelligence politique*».

Ce compagnonnage et cette amitié ont été aussi traversés par certains désaccords, mais toujours respectueux de l'écoute d'autrui.

Ce fut le cas en particulier lorsqu'il avait prononcé une phrase qui m'avait meurtri comme beaucoup de militants engagés dans la solidarité internationale : «*la France ne peut accueillir toute la misère du monde !* ». J'avais été lui dire mon incompréhension et même ma colère. Et je l'avais trouvé lui aussi meurtri par le fait que cette phrase avait été amputée de sa suite : «*mais elle* (la France) *doit y prendre toute sa part*» et coupée de son contexte puisque c'était un discours prononcé devant la Cimade, association bien connue d'accueil des demandeurs d'asile. Je me souviens de Michel s'exclamant : «*mais enfin Patrick si j'avais effectivement prononcé cette phrase tronquée devant la Cimade, je me serais fait huer alors que rien de tel ne s'est passé car ils en ont bien compris le sens*».

C'est d'ailleurs à cette occasion que j'ai commencé à m'intéresser à ce que j'ai appelé plus tard la nécessaire «*construction de désaccord*» afin de repérer ce qui fait vraiment débat et peut être source d'enrichissement démocratique de ce qui relève du malentendu avec son cortège toxique de soupçons et de procès d'intentions. Je dois dire d'ailleurs que chaque fois que j'ai eu l'occasion de discuter avec Michel Rocard de ce que je pensais être des désaccords potentiels je découvrais une pensée, et une pratique, plus proche de ce que l'on appelle l'altermondialisme que de celle que l'on présente abusivement comme ses héritiers tels Manuel Valls ou Emmanuel Macron…

Quant au plan militaire il oeuvrera jusqu'à ses derniers jours, je peux en témoigner comme Edgar Morin Mireille Delmas Marty ou René Passet membres du «*collegium éthique, politique et scientifique*» qu'il présidait, au combat non seulement contre la prolifération nucléaire mais aussi pour le désarmement. Il avait même prôné une renonciation unilatérale de la France à l'arme nucléaire pour appuyer cette approche.

Concernant son approche économique, s'il se voulait exigeant sur le refus de la démagogie, il était d'une sévérité extrême à l'égard du monétarisme, de la marchandisation non régulée et de la faillite d'une certaine «*science économique*» autoproclamée et incapable de voir venir les grandes crises financières, écologiques et sociales de ces dernières décennies.

Si l'on veut se convaincre que la rigueur économique dont parle Rocard n'a rien à voir avec une résignation devant l'économisme dominant et la logique des marchés financiers il suffit de relire son livre *Suicide de l'occident, suicide de l'humanité ?* qui est probablement son testament majeur infiniment plus large et profond que ce que les medias présentent comme «*son testament politique*».

En voici quelques extraits significatifs :

« *Il y a donc un problème particulier de l'économie, une situation qui lui est propre, et qui découle de la conjonction entre l'influence extrême qu'elle a su*

*prendre sur l'autorité politique et l'erreur majeure de prescription et de pronostic qu'elle a commise en ne voyant venir ni n'annonçant aucune des grandes catastrophes ayant frappé le monde depuis Seconde Guerre mondiale : pérennité d'un chômage et d'une précarité du travail aussi massifs l'un que l'autre, chaos monétaire des crises financières majeures tous les cinq ou six ans, dégradation profonde et sous des formes multiples de la niche écologique qui, depuis des millénaires et jusqu'ici, protégeait la vie, y compris la nôtre à nous les humains.»*

Et encore ceci, qui vise la critique de la marchandisation de la richesse et sa traduction dans le PIB, sujet que j'ai été conduit à traiter dans mon rapport *Reconsidérer la Richesse* et pour lequel il m'a apporté, tout au long de la mission que j'ai conduite à l'époque, un appui précieux: «*Il y a pourtant à cette disparition de toute connotation éthique ou morale dans l'exercice de la pensée économique des conséquences qui méritent considération. La première est la disqualification de la quantité globale mesurée (le produit brut d'un pays ou du monde) comme approche du bien être ou du bonheur des humains considérés. L'augmentation du produit brut, principalement à partir de l'industrie d'armement ou du crime n'est pas une finalité acceptable. La recherche de la croissance de cet agrégat et sa mesure ont à l'évidence besoin d'autres instruments.*»

J'ajouterais volontiers : Pan sur le cocorico de la vente de nos Rafales !

Et ce vibrant hommage de Michel Rocard à un économiste contemporain : «*Comment ne pas saluer ici le monumental travail de René Passet, "Les Grandes Représentations du monde et de l'économie à travers l'histoire"?*» René Passet, qui n'est pas spécialement un partisan de l'économie dominante ou du "social-libéralisme" !

Il y a un point révélateur qu'il ne faut pas oublier pour comprendre Michel Rocard. C'est le choix de son pseudonyme quand il fut secrétaire national du PSU. Ce pseudonyme était Georges Servet. Pourquoi ? - En hommage à Miche Servet, ce protestant doublement hérétique puisqu'il s'opposa à la dictature théocratique instaurée par Calvin à Genève et fut condamné à mort par lui. Un rebelle au carré en quelque sorte, comme son grand ami Stephane Hessel qu'il vient de rejoindre dans les étoiles : Rocard le gestionnaire rigoureux, Rocard, le transformateur, était aussi un rebelle.

Salut Michel !

**Patrick VIVERET**

*Maître de conférences de "science politique" à l'Institut d'Études politiques de Lyon, Philippe Corcuff reconnaît le rôle de M. Rocard dans la naissance de la "deuxième gauche", mais il prétend que c'est sa foi dans les vertus de l'économie de marché qui a contribué, vingt ans plus tard, à désarmer la gauche face au tournant libéral :*

# Le loup dans la bergerie

Philippe Corcuff se définit comme «*social-démocrate libertaire et anarchiste pragmatique, anticapitaliste et anti-étatiste*».

Auteur de *Les années 30 reviennent et la gauche est dans le brouillard*, il a titré sur son blog de médiapart un article intitulé : *Pour en finir avec le rocardisme et le mitterrandisme : pour une nouvelle gauche*, dans lequel il expose son point de vue personnel de l'histoire de la gauche. Pour lui, qui a adhéré au PS en 1977, Rocard y a incarné «*une certaine renaissance de la gauche dans les années 1960, dans la double critique de l'implication de la SFIO dans la meurtrière guerre coloniale en Algérie et du stalinisme dominant encore le PCF*». Il estime que l'anticapitalisme «*y dominait encore (à travers l'hégémonie des discours marxistes sur la gauche française), mais que déjà pointait également, justement à travers des figures comme Rocard (initialement inspecteur des Finances), une vision technocratique de l'économie, qui sera de plus en plus attirée par le référentiel de "l'économie de marché"*».

Il ajoute : «*ce qu'on appellera à partir de 1977 "la deuxième gauche" aura comme figure politique Rocard et comme pôle organisationnel la CFDT. Deux de ses théoriciens principaux seront Pierre Rosanvallon et Patrick Viveret*».

Il poursuit (sans excès de modestie) : «*nous avions été parmi les rares a bien identifier très tôt le risque d'enlisement social-libéral. Rocard a ainsi lancé dès octobre 1976, lors d'un colloque du magazine "L'Expansion", face à des patrons français : "le système de régulation restera le marché (…) on ne biaise pas avec le marché, sa logique est globale".*»*

Et il conclut : «*Cette réhabilitation du marché comme valeur cardinale de la gauche a contribué à la désarmer au moment de la révolution néolibérale des années 1980… la "deuxième gauche" avait fait entrer le loup néolibéral dans la bergerie de la gauche.*»

MLD.

* p. 182 dans *Les socialistes face aux patrons*, éd. Flammarion, Paris, 1977,

# Le rabotage égalitaire des retraites : une réforme menée au pas de crabe

Si l'on en croyait les Shadoks, «*pour qu'il y ait le moins de mécontents possible, il faut toujours taper sur les mêmes*». Mais si, tapant sur les mêmes, on tape toujours les mêmes, ça ne rapporte pas assez. Il faudra donc taper sur tous, les uns après les autres, si possible en s'aidant des uns pour taper sur les autres, sauf sur ses amis.

Edouard Balladur avait d'abord ménagé les fonctionnaires et les salariés du secteur public, obtenant de cette façon la passivité peu glorieuse de leurs syndicats. Ce qui lui permit de sabrer impunément les régimes de retraite des salariés du privé, disséminés entre des centaines de milliers d'entreprises, peu syndicalisés et incapables de se défendre de façon collective.

Quelques années plus tard, s'adressant à ces mêmes salariés du privé, ses compères de droite dénonçaient, indignés, l'injustice dont ils étaient victimes: «*Comment pouvez-vous supporter ce privilège qu'ont les fonctionnaires et les salariés du secteur public de partir en retraite cinq ans avant vous. Est-ce admissible ?*». Assurés de leur approbation, ils firent alors subir un sort semblable aux soi-disant "nantis" du secteur public.

Après ce rabotage en deux temps, chez les uns puis chez les autres, de quelques-uns de leurs avantages sociaux, obtenait-on davantage d'égalité entre les deux secteurs ?

Je me souviens que Claude Danthony, maître de conférences en mathématiques, dénonçait, en bon arithméticien, des additions de choux et de carottes, de torchons et de serviettes, et signalait des inégalités, peut-être sciemment conservées, qui permettraient, le moment venu, de lancer une nouvelle campagne «*contre les privilèges*», cette fois ceux du privé, et de se livrer à leur rabotage avec le soutien des fonctionnaires et des salariés du secteur public. Par exemple, dans le calcul de ses annuités de cotisation, une mère bénéficiait d'une bonification d'un an seulement chez les fonctionnaires, au lieu de deux ans dans le privé. Se plaçant d'un point de vue purement comptable, cela semblait d'une injustice évidente et indéfendable. On n'irait pas chercher qu'une mère fonctionnaire est assurée de retrouver son poste et que sa maternité ne nuirait pas à sa carrière, alors qu'il n'en va pas de même dans le privé, ce qui peut expliquer, en partie, la grande disparité hommes-femmes qui existe au niveau des cadres. Ainsi, l'opération de rabotage pourrait donc continuer.

Revenons sur une autre réforme à prétention égalitaire. Ministre de la Santé et médecin de garde pendant le mois d'août 2004, Philippe Douste-Blazy, faute de canicule, avait, pour s'occuper, rédigé un décret sur les retraites qui devait rendre plus équitable l'accès aux pensions de réversion. Y auraient droit désormais les ex-conjoints remariés qui en étaient jusqu'ici exclus, ceci malheureusement au détriment du conjoint survivant. Mais il avait fixé un plafond de ressources, fort controversé et revu depuis, de peur que ces éventuels accédants à une pension de réversion ne deviennent de nouveaux "nantis". En fait, ayant souvent une bonne situation de fin de carrière, ou déjà une retraite correcte, et en plus les apports de leur nouveau conjoint, beaucoup n'y avaient pas droit. Est-ce à dire que dans ce cas le conjoint survivant et les ex-conjoints non remariés recouvraient leurs droits antérieurs ? Pas du tout : il me fut aimablement indiqué par la CNAV que la part de la pension de réversion à laquelle avait droit théoriquement l'ex-conjoint remarié allait alors dans ses caisses !

Exit l'État défenseur de la veuve et de l'orphelin !

### Un acharnement pour l'égalité qui fait peur

Pour soutenir l'opération d'alignement de la retraite des fonctionnaires sur celles du privé, un qui fit très fort à l'époque, c'est Denis Jeambar.

Dans son éditorial de *L'Express* du 17 octobre 2002, prenant parti contre les "nantis", il dénonça cette

terrible injustice : «*Un fonctionnaire peut espérer de cinq à sept années de vie de plus qu'un salarié du secteur concurrentiel : une donnée qui en dit long sur la pénibilité comparée du travail dans ces deux univers*».

J'avais alors écrit à *L'Express* pour lui faire part de ma perplexité : «*Je viens d'avoir sous les yeux votre éditorial du 17 octobre qui contient une révélation terrifiante pour les salariés du privé. Retraité à 67 ans de ce secteur défavorisé, je me réjouis, quant à moi, d'avoir déjà survécu bien au-delà de la moyenne, mais je souhaiterais néanmoins, comme vous, la disparition de cette scandaleuse injustice.*

*Dans mon esprit, cela devrait passer par une amélioration de ces conditions de travail dans le privé auxquelles vous attribuez des effets mortifères, pires que ceux de l'alcool ou du tabac, alors qu'il est plus difficile de se passer de travailler, ce que personne d'ailleurs ne recommande.*

*Ce qui m'inquiète dans votre plaidoyer pour davantage de justice, c'est que vous y dénoncez essentiellement la vie trop belle faite aux fonctionnaires et semblez vouloir aligner en tous points leurs conditions sur celles du privé. Devront-ils renoncer aussi au privilège de vivre plus longtemps ?*»

Je n'ai pas eu de réponse, mais nous avons vu depuis, notamment par l'exemple de FranceTelecom, que le passage au privé a des conséquences fatales pour certains, ce qui y fait encore baisser la durée de vie moyenne, et creuse l'écart avec le secteur public. Sur le plan économique, personne ne s'en plaint, puisque cela réduit la masse salariale au même titre que les licenciements, et en plus soulage les régimes de retraite. Par contre, la pénibilité du travail a aussi pour effet d'accroître le nombre des arrêts maladie et des accidents. Le gouvernement s'en est heureusement ému et, sinon pour réduire le nombre d'accidents, du moins pour les rendre moins coûteux, il a eu la bonne idée d'imposer les pensions d'invalidité !

### Du passé faisons table rase !

La tactique évoquée ci-dessus me rappelle l'histoire du bricoleur qui entreprend d'égaliser les pieds d'une table bancale et qui, à force de les raboter l'un après l'autre, se retrouve avec une table basse … sans pied du tout. De celui-là, qui ne l'aura pas fait exprès, on dira que c'est un malhabile ou un maladroit.

Mais nos hommes politiques ne sont pas des maladroits, ils sont au contraire vraiment très habiles.

**Paul VINCENT**

# Un but pour l'Europe

Depuis les premières heures de ce lendemain de "brexit" j'entends à la radio qu'il va falloir proposer quelque chose aux «peuples européens» pour qu'ils ne soient pas tentés par des référendums centrifuges... qui sont déjà proposés par les «nationalistes», certains «populistes», et même des «libéralistes»...

Ne serait-ce pas le moment de proposer à ces peuples, à nous tous, cette remise en cause de notre rapport au travail ?

D'en faire une expression de libération et non plus d'aliénation ?

De socialisation et non plus de division ? D'épanouissement et non plus de spécialisation... ?

De faire de la réalisation de ce nouveau rapport un but pour ces peuples européens, qui sont les seuls à en avoir les moyens ?

En faire l'objectif d'une génération ?

Nous savons que nous serons obligés de travailler de moins en moins.

Faudra-t-il attendre des troubles irrépressibles pour chercher des solutions à une situation qui empoisonne déjà la vie de tous les gouvernements occidentaux (les autres ne perdent rien pour attendre...) ?

Se trouvera-t-il un groupe, un parti, un politicien, une femme,… capable de parler assez fort pour faire entendre l'évidence à une majorité agissante...?

Chacun de ces peuples voudra-t-il rassembler une majorité convaincue de la nécessité pour notre avenir de faire **maintenant,** raisonnablement, pacifiquement, une "révolution" ?

Car, soyez en sûrs, ce sera une révolution que de ne plus être obligé de «*gagner son pain à la sueur de son front*» !

**Netty**

*J'ai trouvé intéressantes les réflexions de Jeff (GR 1176, p.13) à propos de la qualification.*

*La qualification que j'appellerai "professionnelle" est basée sur les connaissances, compétences, savoir faire, (diplômes) qualités humaines, "mérites" éventuellement, quoique, en effet, plus subjectif et délicat à déterminer.*

*Cette qualification professionnelle est à différencier de la qualification d'Être Humain, justifiant à elle seule le Droit inconditionnel, à vie, d'un revenu social vital, financé hors marché capitaliste…*

*Je crois nécessaire de redéfinir sans cesse les mots et les expressions que nous employons, pour préciser les réalités que nous y mettons.*

*Qu'entendre par valeur économique ?*

*— Pour moi, c'est la production de biens ou de services concrets.*

*Quelle différence y a-t-il entre activité productive et travail productif ?*

*— Les deux sont producteurs en valeur de biens ou services concrets.*

*Mais une activité productive n'est politiquement, idéologiquement, qualifiée de "travail" que si une valeur abstraite, monétaire, lui est reconnue : sa valeur économique. Seul ce type d'activité productive reconnue arbitrairement comme "travail" est repris dans le calcul du produit intérieur brut, le PIB. Les autres pas…*

*Par exemple les activités hospitalières, jadis aux mains de religieuses, n'étaient alors pas qualifiées de "travail", elles n'étaient donc pas monétarisés. Considérées comme du bénévolat et non du Travail, elles n'étaient pas prises dans l'évaluation du PIB…*

*Lorsque les religieuses furent remplacées par des infirmières, ces mêmes activités furent considérées politiquement comme du travail salarié et reprises alors dans le calcul du PIB.*

*Pourquoi cette différence abstraite pour une même production de richesse concrète si ce n'est par décision politique, idéologique ?*

*Pourquoi l'activité d'un retraité ou tout autre activité bénévole, utile, au cours d'une vie, ne serait pas considérée aussi comme du travail authentique, porteur d'une valeur monétaire à lui attribuer, tout comme le travail effectué dans une entreprise marchande classique ?*

*Pourquoi une maman qui choisit d'élever elle-même ses enfants n'aurait pas droit à une rémunération, salaire au même titre qu'une nounou professionnelle ?*

*Arbitraire idéologique ?*

*— Arbitraire capitaliste qui imprègne nos esprits, notre intelligence et dont il faudrait commencer par nous libérer.*

*Pour pouvoir sortir du capitalisme ne faudrait-il pas commencer par libérer notre intelligence, prisonnière inconsciente de la pensée capitaliste de concevoir abusivement l'organisation financière et économique comme une réalité d'ordre naturel, au même titre que tout autre loi physique donc irréfor-*

*Nous ne saurions trop suggérer à nos lecteurs et lectrices de faire le plus possible découvrir La Grande Relève à leurs proches, d'abord pour les aider à réfléchir, et puis pour les inciter à s'abonner. S'abonner est en effet le meilleur moyen de soutenir ce journal qui, écrit et mis en pages par des bénévoles, ne vit que grâce à ses abonné(e)s, sans publicités payantes et sans la moindre subvention.*

*Merci à nos abonné(e)s de nous économiser des frais de rappel en surveillant la date d'échéance de leur abonnement : nous l'indiquons sur l'étiquette à leur nom qui est collée sur les enveloppes d'expédition. Quand l'échéance est passée, nous l'imprimons en rouge, puis de plus en plus gros, mais nous poursuivons l'abonnement plusieurs mois avant d'envoyer une lettre de rappel.*

*SOUSCRIPTION PERMANENTE*
*POUR QUE VIVE LA GRANDE RELÈVE*

Mme A. Colline 52 - Mmme Paradelle 17 - M.R. Labesse 77 - Melle C. Eckert 17 - M. J-M Caille 27 - M. C. Rajain 17 - M. J. Éveillé 34 - Mme T. Maurice 7 - M.C. Notot 17 - M. C. Descrambe 20 - M. A. Voisin 7 - Total 292 euros. ***Merci à tous !***

*Grâce à cette souscription, nous pouvons poursuivre la publication du journal en modérant le prix de l'abonnement, et en faire le service gratuit à des personnes qui n'ont pas les moyens d'en payer l'abonnement, mais qui tiennent à le lire et à le diffuser.*

*mable dans ses choix fondamentaux ?*
*Cette conception économique capitaliste nous imprègne depuis la naissance, jusqu'à la moelle des os et sans nous en rendre compte ! Elle nous a été tellement assénée qu'à la longue, nous en avons été inconsciemment convaincus.*
*Le salaire lié à tout travail producteur de biens utiles ou de services, quel que soit le statut social d'une personne, ne peut être envisagé en lieu et place du Revenu Social inconditionnel et à vie, hors capitalisme, tel que le préconise la GR. Tout à fait d'accord : revenu social vital, dès la naissance, inaliénable, à vie, fondement intrinsèque, droit prioritaire, socle de notre dignité humaine…*
*Voici un exemple chiffré, avec tentative d'explication imagée, de la répartition économique du PIB: PIB 2012 en France évalué à 2.000 M (M = milliards d'euros). Distribution : 700 M pour la propriété lucrative (actionnaires), desquels 400 M sont versés en investissements. Il reste ainsi 300 M exclusivement pour la poche des seuls actionnaires…*
*Il reste 100 M pour les indépendants. Normal.*
*Des 2.000 M il reste donc 1.200, M pour la caisse de la Sécurité Sociale (retraite, chômage, maladies, fonctionnaires).*
*De cette richesse diverse, concrète, produite au jour le jour par le pays, ensuite évaluée abstraitement en argent, pourquoi ce prélèvement direct de 700 M pour les seuls actionnaires, (sacralisation de la propriété lucrative !) ?*
*N'est-ce pas un vol légalisé politiquement, arbitrairement ?*
*Le PIB se calcule politiquement à partir de la plus value des entreprises, grâce au travail d'ouvriers, d'employés et de leurs patrons pour beaucoup actionnaires.*
*Pour aider à comprendre, imaginons le PIB comme une source qui de fait ne se tarit jamais tant qu'il y a production de richesses économiques concrètes par le "travail" politiquement reconnu comme tel.*
*Ce PIB s'écoule continuellement en deux rivières, l'une vers la "mer artificielle" des actionnaires et l'autre vers le "lac de la Sécu". La mer "actionnariale" s'écoule en ruisseaux d'investissements et de dividendes en retour, dans un mouvement de flux et reflux, à intensité variable. (Retour sur investissements, remboursements et intérêts).*
*Par contre, le lac Sécu est sans reflux (sans remboursement, ni intérêts) il s'écoule vers ses différents destinataires, via la Caisse de la sécu.*
*La politique néo-libérale n'est-elle pas en train d'assécher intentionnellement, au plus vite, le "lac Sécu'"sans reflux, au seul profit du lac artificiel actionnarial, moralement illégal, à reflux arbitraire ?*

**Jacques BOURGEOIS**


**TARIFS D'ABONNEMENT** (11 numéros par an)

FRANCE, *régime intérieur pour la Poste*. . . . . 23 euros.
(soutien : + 14 *euros par an par exemplaire en plus chaque mois*)
DOM . . . . . 26 euros.
TOM . . . . . 29 euros.
INTERNATIONAL, *suivant les zones redéfinies par la Poste au premier janvier 2014 :*
Zone 1 (Bénélux, Espagne,R-U, Suisse, …) . . . . . 29 euros.
Zone 2 (autres pays européens) . . . . . 27 euros.
Zone 3 (Canada, États-Unis,…) . . . . . .30 euros.
Zone 4 (Afrique, Amérique du Sud,…) . . . . . .30 euros.

**RÈGLEMENTS :**

*par chèque bancaire ou postal, établi à l'ordre de*
***LA GRANDE RELÈVE***
*et envoyé*
**88 Bd CARNOT**
**78110 LE VÉSINET**
**FRANCE**
*N° de compte à la banque postale* 1340239M020
IBAN : FR10 2004 1000 0113 4023 9M02 016
BIC : PSSTFRPPPAR

•JE PROLONGE MON ABONNEMENT POUR.....S
•JE M'ABONNE À ..... EXEMPLAIRE(S) DE *LA GRANDE RELÈVE* À PARTIR DU N° .....
ET VOICI COMMENT RÉDIGER MON ADRESSE *(merci d'écrire des majuscules)* :
*M. Mme, ou Melle, prénom, nom* : .....
*immeuble (éventuellement)* : .....
*N° et voie* : .....
*code postal et commune* : ..... *pays*.....
•JE COMMANDE LES OUVRAGES SUIVANTS : .....
.....
.....
POUR CELA, J'ENVOIE LA SOMME DE .....euros
PAR CHÈQUE N°..... *(préciser la banque)* : .....
DATE :..... SIGNATURE :

## CE QUE NOUS PROPOSONS :

En résumé, il s'agit de rendre financièrement possible ce qui est utile, souhaitable, matériellement et écologiquement réalisable.

Pour cela, il faut que la monnaie actuelle soit remplacée par une monnaie qui ne circule pas pour qu'on ne puisse plus la "placer" pour "rapporter".

Cette monnaie "distributive", émise par une institution publique, est un pouvoir d'achat qui s'annule quand on l'utilise, tout en laissant au consommateur la liberté de ses choix.

Créées et détruites au même rythme, masse monétaire et production sont ainsi deux flux permanents qui s'équilibrent. L'intensité de ces flux est définie par les citoyens, qui décident démocratiquement, à l'échelle appropriée, de ce qui sera produit et dans quelles conditions, et de l'importance relative des parts à faire dans la masse monétaire pour financer la production, pour assurer les services publics (car impôts et taxes n'existent plus), et pour verser à chacun un revenu garanti qui permette à tous de vivre libres.

Ainsi les décisions prises n'ont plus de retombées financières personnelles, l'intérêt général prévaut enfin sur l'intérêt particulier et la démocratie peut devenir réalité.

## LECTURES POUR APPROFONDIR :

• ***JACQUES DUBOIN***

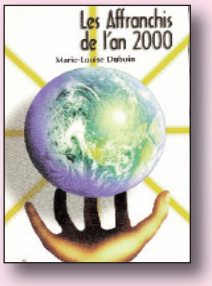
Extraits choisis dans son œuvre (2 euros).

*Aujourd'hui introuvables, plusieurs de ses livres ont été numérisés, et leur texte intégral est disponible gratuitement sur notre site internet.*

• ***ET SI ON CHANGEAIT ?***

Bande dessinée par J.VIGNES-ELIE (4 euros).

• ***LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000***




Un roman de M-L DUBOIN qui, à l'aide d'exemples, explique les mécanismes de l'économie distributive et montre ce qu'elle apporte à la société (13 euros).

• ***MAIS OÙ VA L'ARGENT ?***

l'étude, par M-L Duboin, de la façon dont la monnaie est devenue cette monnaie de dette qui empêche toute véritable démocratie, suivie de propositions pour évoluer (édition du Sextant, 240 pages, 13 €).

• D'anciens numéros sont disponibles (2 euros chacun).

*Tous les prix indiqués sont franco de port.*


# La Grande Relève

**Fondé en 1935 par Jacques DUBOIN**

**Direction et mise en pages : Marie-Louise DUBOIN**

**Rédaction : les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles.**

*Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture et ne sont pas retournés.*

**Graphisme** : Lasserpe, Anne-Laure Witschger, Dédé

**Imprimé par la Scop Imprimerie de Ruffié**

*(certifiée ISO 14001 et labélisée Imprim'Vert et Print Environnement, impression avec encre végétale sur papiers recyclés ou PEFC, sans alcool)*



**Adresse postale** : 88 Boulevard Carnot 78110 Le Vésinet

**Téléphone**, *seulement le lundi après-midi*, 01 30 71 58 04

**Adresse électronique** : grande.releve.net@wanadoo.fr

**Site internet :** http : //www.economiedistributive.fr


*(Tarifs et bulletin d'abonnement sont au dos de cette page)*